

Le projet de réorganisation administrative de la Roumanie en huit grands départements, voulu par le Parti démocrate-libéral (PD-L), provoque des tensions entre les démocrates-libéraux et leurs alliés de l'UDMR (parti de la minorité magyare) et mécontente la minorité hongroise. Ainsi, le Conseil national des sicules (CNS), organisation partisane de l'autonomie du Tinutul secuiesc, refuse que la région – qui comprend actuellement les départements d'Harghita, Covasna et Mures – soit intégrée dans une "super région". Entretien avec le président du CNS, Izsak Balazs

Lepetitjournal.com de Bucarest - Pourquoi vous opposez-vous au projet de réorganisation territoriale ?

Izsak Balazs - Parce qu'il est inadmissible, il revient à démanteler le Tinutul secuiesc. A l'heure actuelle, dans le département d'Harghita, 85% de la population est d'origine hongroise. Dans la grande région prévue par ce projet (la région centre qui comprendrait les départements actuels de Harghita, Covasna, Mures, Brasov, Sibiu et Alba, ndlr), les Hongrois représenteraient 30% de la population, ne seraient plus majoritaires et perdraient tout pouvoir décisionnel. Nous voulons rester majoritaires dans les régions où nous sommes majoritaires.

Vous avez lancé un appel à la désobéissance civile et alerté les pays européens...

En effet, il s'agit de montrer, en manifestant de manière pacifique et légale, que les Hongrois s'opposent au démantèlement de leur région. De plus, la Roumanie a pris des engagements en matière de protection des droits des minorités sur le plan international et ne peut pas décider de former une entité administrative qui va porter préjudice aux intérêts de la communauté magyare. D'autant qu'il y a encore beaucoup de progrès à faire pour que nos droits soient respectés.

Ce n'est pas le cas des droits de la minorité hongroise ? L'UDMR fait pourtant partie de tous les gouvernements ces dernières années...

Ce n'est pas suffisant. Depuis 1989, nous espérons obtenir la garantie de bénéficier de droits égaux à ceux de tous les citoyens, mais ce n'est pas le cas dans les faits. Par exemple, la charte des langues régionales n'est pas respectée. Au tribunal de Sfântu Gheorghe, un Hongrois doit venir assisté d'un traducteur, car aucun des juges ne parle hongrois. Aucune administration n'accepte les documents écrits en hongrois, contrairement à ce que prévoit la loi. Ce ne sont que des exemples parmi d'autres, de discrimination et de non respect des droits des minorités.

Quelle autonomie souhaitez-vous exactement ?

Nous voulons une loi, votée par le Parlement roumain, qui assure l'autonomie du Tinutul secuiesc. Nous ne voulons pas créer d'Etat dans l'Etat, contrairement à ce que redoute parfois Bucarest. Nous voulons être une région en soi, qui dispose de vrais pouvoirs décisionnels. La Roumanie n'est pas un pays décentralisé, toutes les décisions sont prises à Bucarest. Nous voulons gérer les problématiques d'une région qui a ses propres traditions et son mode de vie,

décider de nos politiques environnementales, économiques, d'ordre public, car nous savons mieux quelles ressources nous pouvons valoriser, par exemple. Cette autonomie, sur le modèle des régions autonomes européennes comme la Catalogne, la Corse, est nécessaire pour le développement de la région et de son potentiel. **Propos recueillis par Marion Guyonvarch (www.lepetitjournal.com/Bucarest) mercredi 22 juin 2011**